

L'Église catholique dans la société. Une approche française, 1939-1945 (VII)



Le pape Pie XI meurt le 10 février 1939. Le conclave élit Eugenio Pacelli, qui prend le nom de Pie XII.

I. Qui est Pie XII (1939-1958) ?

- Itinéraire

Eugenio Maria Giuseppe Pacelli naît à Rome le 2 mars 1876. Il est issu de la noblesse noire. Lorsque la ville de Rome, capitale des Etats Pontificaux, a été « envahie » par les troupes de l'Etat italien en 1870, une partie de l'aristocratie a refusé d'être intégrée dans l'Etat italien. Elle s'est mise du côté du Pape Pie IX, qui s'est « enfermé au Vatican », en se présentant comme un « prisonnier ». La famille Pacelli était opposée au nouveau régime, l'Etat italien du Roi Victor-Emmanuel II (1861-1878). Plusieurs membres de la famille Pacelli ont exercé des missions dans le gouvernement des Etats Pontificaux au temps de Grégoire XVI (1831-1846) et de Pie IX (1846-1878). Après 1870, quelques-uns ont encore reçu des fonctions importantes au Saint-Siège au temps de Léon XIII (1878-1903). Le père d'Eugenio est avocat à la Rote romaine.

Après la scolarité-type des enfants de l'aristocratie, Eugenio se prépare à devenir prêtre. Les diplômes ne manquent pas (philosophie, théologie et utroque jure, droit civil et droit canonique). Il est ordonné prêtre le jour de Pâques, le 2 avril 1899. Sportif (natation, équitation), musicien (violon), polyglotte et intéressé par l'archéologie, il est immédiatement appelé à travailler auprès de Mgr Pietro Gasparri (1852-1934), à la Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires, le département de la Curie romaine chargé des relations internationales. Il assiste au conclave de 1903, comme *minutante*. Identifié comme un proche de Pie X (1903-1914), fort engagé dans le combat pour l'intégrité de la foi durant la crise moderniste, Pacelli est nommé, dès 1903, à la Commission pour la codification du droit canonique. Appelé de tous côtés pour enseigner le droit canonique, Pacelli est nommé dans plusieurs institutions universitaires à Rome et à l'Université catholique d'Amérique. Il intervient dans le concordat avec la Serbie, signé quelques jours avant l'assassinat à Sarajevo de l'archiduc François-Ferdinand (1863-1914), héritier de François-Joseph Ier de Habsbourg-Lorraine (1830-1916), sur le trône de l'empire austro-hongrois.

► Notre évêque nous parle

Le Code de droit canonique est terminé en 1917. Le 20 avril 1917, Pacelli est nommé nonce apostolique à Munich en Bavière, la seule représentation diplomatique du Saint-Siège dans l'empire allemand. Il est ordonné évêque le 13 mai 1917 par le pape Benoît XV, dans la Chapelle Sixtine, le jour de l'apparition de la Vierge Marie à Fatima.

Après la guerre, en 1919, il reste nonce apostolique à Munich, la seule représentation diplomatique du Saint-Siège dans le nouvel Etat allemand, la République de Weimar. Le 23 juin 1920, la nonciature à Munich pour l'Allemagne subsiste, et on ouvre la nonciature de Prusse à Berlin. Pacelli réside cependant à Munich, où il est témoin du putsch manqué de Adolf Hitler (1889-1945) les 8 et 9 novembre 1923. Le concordat avec la Bavière est signé en 1924. Pacelli emménage à Berlin en 1925. Etant donné la situation particulière de l'Union Soviétique, au plan diplomatique, Pacelli négocie, comme nonce à Berlin, des concordats avec la Lettonie (1922), la Pologne (1925), la Roumanie (1927). Après la signature du concordat avec le Land de Prusse, il est créé cardinal (1929) et nommé, en 1930, Secrétaire d'Etat de Pie XI, charge qu'il exerce jusqu'à la mort du Pape en 1939. Comme Secrétaire d'Etat, il signe des concordats avec le Land de Bade (1932), le Reich (1933), l'Autriche (1933) et la Yougoslavie (1935).

Le conclave élit Eugenio Pacelli le 2 mars 1939. Il fallait un diplomate expérimenté qui avait travaillé en étroite collaboration avec Pie XI, fort préoccupé de la manière dont le fascisme sévissait en Italie, ainsi que des évolutions plus que meurtrières du nazisme en Allemagne et des déplacements de populations entières, de répressions, d'emprisonnements politiques du régime communiste à Moscou. Dans les régimes du III^e Reich et de l'Union Soviétique, les catholiques étaient malmenés et persécutés. Les cardinaux avaient porté leur choix sur Pacelli, un des rares, à leurs yeux, capable d'affronter les périls. Pacelli prend le nom de Pie XII, en mémoire de Pie X, dont il avait vu l'élection comme *minutante* au conclave de 1903, et de Pie XI, dont il avait été le Secrétaire d'Etat.

- La diplomatie pontificale durant la guerre 1939-1945

La guerre éclate le 1^{er} septembre 1939, à l'occasion de l'invasion de la Pologne par les troupes nazies. Une étape déterminante est franchie lorsque les troupes nazies envahissent les Pays-Bas, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg le 10 mai 1940. L'invasion de la France provoque la chute des institutions. Un nouveau « régime » est installé par le maréchal Philippe Pétain (1856-1951), le régime de Vichy, qui collabore avec les nazis. Plus tard, suite au pilonnage de Pearl Harbor par l'aviation japonaise (7 décembre 1941), les Etats-Unis entreront en guerre aux côtés des Alliés Britanniques et Français.

► Notre évêque nous parle

Durant la guerre, Pie XII essaie de garder la neutralité de l'Etat du Vatican, la neutralité du Saint-Siège. Parmi les raisons invoquées, c'est le sort réservé aux catholiques dans le III^e Reich, dans les pays occupés par les nazis et dans les zones d'influence de l'Union Soviétique qui empêche le Pape d'intervenir par des condamnations publiques. Il pense que s'il parle beaucoup pour condamner, les régimes en place persécuteront encore davantage les catholiques.

Pie XII préfère agir en diplomate en recevant les ambassadeurs des Etats en guerre ou occupés. Il est attentif aux résultats des régimes qui protègent les catholiques. C'est ainsi que le 31 mars 1939, il salue la victoire du général Franco (1892-1975) en Espagne sur les républicains qui avaient supprimé beaucoup de prêtres, de religieux et de laïcs catholiques. Franco avait été aidé par l'Allemagne et l'Italie. En un sens, Pie XII adopte la même position de neutralité que son prédécesseur Benoît XV durant la première guerre mondiale.

Dans sa première encyclique *Summi Pontificatus, De l'unité du genre humain* (20 octobre 1939), Pie XII reprend la position de Pie XI contre toutes les formes de racisme, le nazisme, le fascisme, le communisme et le libéralisme qui ne s'inspire pas de la loi divine. L'encyclique a un succès mondial. Elle est publiée en entier par le *New York Times* du 28 octobre 1939. En France, tant le Président de la République Albert Lebrun (1871-1950) que le Premier Ministre Edouard Daladier (1884-1970) en font un commentaire positif, à tel point que les forces aériennes françaises lâchent 80.000 exemplaires de l'encyclique sur le territoire du Reich.

Lorsque la Pologne est envahie le 1^{er} septembre 1939, Pie XII ne fait aucune condamnation. Il dénonce cependant la persécution contre des civils. Il espère ainsi protéger les catholiques en Allemagne.

Lorsque les Pays-Bas, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg sont envahis le 10 mai 1940, il ne condamne pas non plus.

En revanche, durant l'occupation allemande d'une bonne partie de l'Europe, Pie XII établit des liens ou maintient des liens avec les régimes qui collaborent avec l'occupant nazi. C'est le cas en Lituanie et en France, avec le régime de Vichy.

Dès le début de la guerre, les nazis continuent ce qu'ils ont commencé en Allemagne comme persécution des Juifs. Les évêques des zones occupées par les nazis réagissent le mieux possible. Le Pape Pie XII a une parole très faible sur le sujet. C'est ainsi que le Saint-Siège dit que le statut

► Notre évêque nous parle

des Juifs promulgué par Vichy n'est pas opposé à l'enseignement de l'Eglise. Ce n'est qu'en 1942, après une rafle que tout le monde désapprouve, que le nonce apostolique à Paris, Valerio Valeri (1883-1963), déclare que le Saint Siège désapprouve totalement les déportations menées par Vichy. Dans son message radiodiffusé de Noël 1942, Pie XII évoque la situation des Juifs. Ce n'est qu'au moment où les Alliés approchent de Rome que le pape est de plus en plus clair dans sa désapprobation de l'attitude des nazis à l'égard des Juifs. Lorsque les nazis occuperont la ville de Rome, Pie XII donnera des instructions pour sauver le plus grand nombre de Juifs qui résident à Rome.

Après le débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, Pie XII reçoit le chef de la France libre, le général Charles de Gaulle (1890-1970), le 30 juin 1944. Celui-ci exige le remplacement du nonce à Paris et des sanctions contre les évêques et les membres du clergé qui ont collaboré avec le régime de Vichy. Le pape nomme Angelo Roncalli (1881-1963) nonce à Paris (1944-1953). Roncalli sera élu pape en 1958. En mai 1945, le Pape reçoit les lettres de créance du nouvel ambassadeur de France près le Saint Siège, le professeur Jacques Maritain (1882-1973).

Après la fin de la guerre, Pie XII assiste à la pénétration du communisme en Europe centrale et orientale. Les catholiques sont persécutés. Des responsables de l'Eglise catholique sont arrêtés, emprisonnés, torturés : Joseph Mindszenty (1892-1975), archevêque d'Esztergom en Hongrie ; Aloys Stépinac (1898-1960), archevêque de Zagreb en Yougoslavie ; Joseph Beran (1888-1969), archevêque de Prague en Tchécoslovaquie. Le même sort est réservé à Stefan Wyszynski (1901-1981), archevêque de Varsovie en Pologne. En 1953, 4 cardinaux et 149 évêques sont victimes de la répression politique en Europe centrale et orientale. En Union soviétique, les grecs-catholiques (Ukrainiens et autres) sont forcés d'entrer dans l'Eglise orthodoxe.

En Chine, le régime communiste, arrivé au pouvoir en 1949, arrête de nombreux catholiques, envoie des évêques dans des camps de rééducation. Certains y resteront 30 ans. Beaucoup de catholiques qui veulent rester fidèles à Rome, et non à l'Eglise patriotique imposée par le régime, sont obligés d'entrer dans la clandestinité, l'Eglise souterraine.

Devant l'avancée du communisme dans le monde, y compris en France depuis les années 1930, deux positions se manifestent dans la Curie romaine. La première, dont la figure de proue est Alfredo Ottaviani (1890-1979), est appelée la vision hispanique. Elle se réfère au régime franquiste qui est frontalement anticommuniste et autoritaire. Cette vision soutient les pouvoirs politiques autoritaires, anticommunistes. Certains d'entre eux

► Notre évêque nous parle

ont une forte composante religieuse qui encourage les laïcs à combattre les communistes. Parmi les références religieuses de ces pouvoirs, nous avons Notre-Dame de Fatima.

La seconde position, dont la figure de proue est Giovanni Battista Montini (1897-1978), privilégie l'union des actions catholiques, les démocraties chrétiennes, dans la recherche de contacts, l'échange avec les communistes pour chercher une troisième voie (construction européenne, doctrine sociale de l'Eglise). Montini sera élu pape en 1963. Cette vision accepte l'alliance avec la gauche laïque modérée. Le cardinal Emmanuel Suhard (1874-1949), archevêque de Paris, et Jacques Maritain partagent cette vision.

- Successeur de Pierre

Le Pape Pie XII a publié 41 encycliques. Il est ouvert à l'intégration des sciences historiques dans la théologie. Il publie des encycliques sur l'ecclésiologie (*Mystici Corporis*, 29 juin 1943), l'exégèse (*Divino Afflante Spiritu*, 30 septembre 1943) et la liturgie (*Mediator Dei*, 20 novembre 1947) qui ouvrent des perspectives nouvelles et « libèrent » des théologiens et des responsables de l'Eglise pour annoncer l'Evangile dans une société qui se transforme.

En revanche, toutes les recherches théologiques, qui semblent reprendre des aspects de la crise moderniste du début du siècle, sont condamnées avec vigueur (*Humani Generis*, 12 août 1950). Des théologiens français et de bien d'autres pays en souffriront beaucoup. Les recherches pastorales qui sont liées aux méthodes de l'idéologie marxiste, au communisme, à la gauche révolutionnaire sont condamnées et obligées de disparaître.

Reprenant des pétitions qui sont régulièrement envoyées depuis la fin du XIX^e siècle, le Pape Pie XII définit le dogme de l'Assomption de Marie, le 1^{er} novembre 1950.

Dans les années 1950, le Pape est de plus en plus opposé aux catholiques qui sont proches des communistes ou qui se disent communistes. Il s'éloigne ainsi des essais de dialogue de la part de catholiques pour sortir de l'opposition idéologique entre la gauche communiste et la droite autoritaire. Le Pape ne veut plus des essais, dont Maritain et Montini sont des défenseurs prudents. Il ne veut pas d'une nouvelle manière de concevoir les relations de l'Eglise et de l'Etat. Il craint aussi, en voyant l'évolution des mouvements d'action catholique, la laïcisation de celle-ci. L'action catholique a-t-elle encore le feu ardent de la foi ?

► Notre évêque nous parle

En 1948 et en 1952, des personnalités sont venues demander à Pie XII de convoquer un concile œcuménique. Après avoir consulté et réfléchi, il a pris la décision de ne pas le faire.

Malade depuis 1954, Pie XII meurt le 9 octobre 1958 à Castel Gandolfo.

II. Guerre 1939-1945

Dans la mainmise progressive de l'Allemagne sur les territoires européens où on parle allemand, nous avons le pacte germano-soviétique signé le 23 août 1939 qui décide de partager la Pologne. Le 1^{er} septembre 1939, la Pologne est envahie par les troupes nazies ; le 17 septembre 1939, la Pologne est envahie par l'armée soviétique. Le 3 septembre 1939, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne.

Les nazis continuant leur avancée dans plusieurs régions européennes, le premier ministre français Daladier est remplacé par Paul Reynaud (1878-1966) le 21 mars 1940. Au milieu de négociations qui, finalement, n'étaient pas respectées par Hitler, le premier ministre britannique Neville Chamberlain (1869-1940) doit démissionner. Winston Churchill (1874-1965) lui succède le 10 mai 1940.

Le 10 mai 1940, les troupes nazies déferlent sur les Pays-Bas, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg et traversent les Ardennes pour rejoindre Sedan, Saint-Quentin, Amiens, Abbeville pour enfermer les armées alliées. Les Pays-Bas capitulent le 15 mai 1940 ; la Belgique en fait autant le 28 mai 1940. Le corps expéditionnaire britannique est rapatrié à partir du port de Dunkerque, suivi de quelques éléments de l'armée française. A partir du 14 mai 1940, le gouvernement français se réfugie à Bordeaux. Le 17 mai 1940, le maréchal Pétain forme un nouveau gouvernement. Le 22 mai 1940, l'armistice est signé entre l'Allemagne et la France. L'Allemagne annexe l'Alsace et la Lorraine. Les départements du Nord sont rattachés au commandement allemand à Bruxelles. Le reste de la France est partagé en deux par une ligne de démarcation. Au Nord et à l'Ouest, les Allemands ont une zone d'occupation qui permet une voie de communication avec l'Espagne. Au Sud subsiste une zone libre où le maréchal Pétain, investi des pleins pouvoirs, institue un nouveau régime antiparlementaire.

- Etat français à Vichy (1940-1944)

Le pouvoir exécutif de l'Etat français installé à Vichy sera exercé du 10 juillet 1940 au mois d'août 1944. Le maréchal s'investit de la totalité du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Parmi les mesures qu'il prend aussitôt figure

► Notre évêque nous parle

le statut spécial des Juifs français. Le vice-président du Conseil, Pierre Laval (1883-1945), organise la rencontre de Pétain avec Hitler à Montoire le 24 octobre 1940. Laval est arrêté en décembre 1940.

Le 22 juin 1941, les troupes nazies pénètrent en territoire soviétique.

Après le retour de Laval en avril 1942 dans le gouvernement de Vichy et l'occupation de la zone sud de la France en novembre 1942, la politique de collaboration avec les nazis ne cesse de s'intensifier. Les Juifs français sont victimes de rafles et de déportations massives. Le Service du Travail Obligatoire est institué en février 1943. Vichy mène la lutte contre la Résistance. L'effondrement de la Wehrmacht durant l'été 1944 oblige le gouvernement de Vichy à rejoindre Belfort et, ensuite, Sigmaringen.

- La France libre et la Résistance extérieure

Très rapidement après la signature de l'armistice du 22 mai 1940, le général Charles de Gaulle lance à la BBC l'appel du 18 juin 1940. Il invite les Français à continuer la guerre. En accord avec Churchill, il crée « La France libre », qui deviendra plus tard « La France combattante ». A partir de cet appel s'organise la « Résistance extérieure », avec la constitution d'un Bureau central de renseignements et d'action (situé à Londres), des Forces françaises libres et, plus tard, du Comité français de libération nationale.

- Résistance intérieure

Parallèlement se forme dès la fin de 1940 la « Résistance intérieure » avec la création de mouvements dans la zone nord, occupée par les nazis, et dans la zone sud (Combat, Libération, Franc-tireur, Organisation Civile et Militaire, réunis dans les Mouvements unis de Résistance). A partir de 1943, l'action des divers réseaux est coordonnée par le Conseil national de la Résistance. Lorsque les Alliés entreprennent de délivrer le territoire national de la France des occupants nazis, les organisations militaires de la Résistance (Armée secrète, Organisation de résistance de l'armée, Francs-Tireurs et Partisans français dépendant du Front national de tendance communiste) sont regroupées dans les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) qui, avec les Forces Françaises de Libération (FFL), participent aux côtés des Alliés aux opérations militaires de la Libération.

- Débarquement en Normandie (6 juin 1944)

Réunis à la conférence de Téhéran (28 novembre-2 décembre 1943), Churchill et Franklin Roosevelt (1882-1945), décident, sur l'insistance

► Notre évêque nous parle

de Joseph Staline (1879-1953), l'ouverture d'un front européen plus important que celui de l'Italie pour réduire la puissance nazie. Il est réalisé par le débarquement en Normandie le 6 juin 1944, dirigé par le général Dwight David Eisenhower (1890-1969). Les troupes alliées avancent vers Paris. Dans cette ville, l'insurrection est proclamée le 16 août 1944. La 2^e division blindée française, dirigée par Philippe Marie de Hautecloque, dit Leclerc (1902-1947), entre dans Paris le 25 août 1944.

- Débarquement en Provence (15 août 1944)

Un second débarquement allié a lieu en Provence le 15 août 1944. Ce sont les Américains et la 1^{ère} armée française, dirigée par Jean-Marie Gabriel de Lattre de Tassigny (1889-1952) qui rejoignent progressivement les Alliés du nord de la France, aidés sur le terrain par les différents réseaux de la Résistance. La jonction a lieu le 12 septembre 1944.

- Gouvernement provisoire de la République française (1944)

En mai 1944, le Comité français de libération nationale se constitue en Gouvernement provisoire de la République française présidé par le général de Gaulle. Celui-ci s'impose aux Alliés malgré leurs réticences.

Il faudra encore des mois de combats pour annihiler la puissance nazie. L'effondrement de l'Allemagne a lieu en avril 1945. Les capitulations sont signées à Reims (7 mai 1945) et à Berlin (8 mai 1945). Outre la défaite de l'Allemagne, il fallait encore réduire les forces du Japon. Il a fallu le largage d'une première bombe atomique sur Hiroshima le 6 août 1945 et d'une seconde bombe sur Nagasaki le 9 août 1945 pour que l'empereur Hiro-Hito (1901-1989) ordonne l'arrêt des combats avec les Américains le 15 août 1945 et capitule devant Douglas MacArthur (1880-1964) le 2 septembre 1945.

Les conférences de Yalta (février 1945) et de Potsdam (juillet 1945) ont préparé la réorganisation du monde. La Charte des Nations Unies est adoptée le 26 juin 1945 et l'Organisation des Nations Unies (ONU) remplace la Société des Nations.

- IV^e République (1946)

En France, la première assemblée constituante (1945) confirme de Gaulle dans ses fonctions de chef du gouvernement. En désaccord avec les partis, il donne sa démission en janvier 1946. La deuxième assemblée constituante adopte (en 1946) la Constitution de la IV^e République, qui entre

► Notre évêque nous parle

en vigueur après l'élection de Vincent Auriol (1884-1966) à la présidence de la République (début 1947). La IV^e République est caractérisée par une instabilité ministérielle chronique. Elle est aux prises avec les problèmes de la décolonisation : guerres d'Indochine (1946-1954) et troubles en Afrique du Nord (Tunisie, Maroc et Algérie).

III. L'Eglise de France pendant la guerre

- Les évêques

L'engagement des évêques de France aux côtés de Vichy est immédiat. A l'automne 1940, le cardinal Pierre Gerlier (1880-1965), archevêque de Lyon depuis 1937, lors d'une visite du maréchal Pétain déclare : *Pétain, c'est la France, la France, c'est Pétain*. Plusieurs évêques parlent dans ce sens. Gerlier a été officier de l'Armée française durant la première guerre mondiale.

Fondée en 1919, l'Assemblée des cardinaux et archevêques (ACA) est la seule instance officielle de l'Eglise en France. La Conférence épiscopale n'existe pas encore. En raison des difficultés de déplacements sous l'Occupation, elle est rarement au complet. Cela donne un rôle particulier aux quatre cardinaux : Gerlier (Lyon), Suhard (Paris), Achille Liénart (1884-1973) à Lille et Alfred Baudrillart (1859-1942) à l'Institut catholique de Paris. L'abbé Henri Chappoulié (1901-1959) est nommé délégué permanent de l'ACA auprès du régime de Vichy. Le 24 juillet 1941, l'ACA apporte un ferme soutien au nouveau régime dont elle reprend les mots « Travail, Famille, Patrie » et appelle au redressement de la France dans le cadre de la Révolution nationale : *Nous voulons que, sans inféodation, soit pratiqué un loyalisme sincère envers le pouvoir établi*.

Comment se fait-il que les évêques soient à ce point en faveur de Pétain ? La plupart des évêques sont des anciens combattants de 14-18. Ils sont attachés au vieux chef et marqués par le pacifisme de l'entre-deux-guerres. Beaucoup d'évêques sont d'anciens animateurs de l'Action Catholique. En soutenant Vichy, ils ont le sentiment de ne pas faire de politique, mais de s'en tenir à la « primauté du spirituel », qui a suivi la crise de l'Action Française.

Pendant quelques mois, les crucifix sont revenus dans les écoles publiques ; ils seront enlevés de nouveau. Des subventions sont accordées à l'enseignement privé durant l'hiver 1941. Un mouvement de contrition généralisé promet le retour de la pratique dominicale. Une religion conservatrice, culpabilisante et autoritaire se met en place. Deux événements en sont des témoignages.

► Notre évêque nous parle

Le premier est le pèlerinage du Grand Retour. La statue de la Vierge de Notre-Dame de Boulogne est transportée de commune en commune. Des millions de fidèles participent aux processions. Le second est le pèlerinage national de la jeunesse à Notre-Dame du Puy-en-Velay, le 15 août 1942. 20.000 jeunes s'y retrouvent, Action Catholique et organisations fascistes confondues, pour y entendre lire les messages du Pape Pie XII, du Maréchal Pétain et une homélie du cardinal Gerlier, en présence de hauts dignitaires de l'Eglise et de l'Etat. Ceci moins d'un mois après la rafle du Vel d'Hiv de milliers de Juifs emmenés dans les camps d'extermination.

- Instrumentalisation de l'Eglise

L'Etat français instrumentalise l'Eglise dont il attend l'armature morale de la Révolution nationale. L'entourage de Pétain comprend des partisans de l'Action Française. Maurras publie *La Seule France* en 1941, Henri Massis *Les idées restent* en 1942. Gustave Thibon (1903-2001), philosophe-paysan installé en Ardèche et partisan de Franco (Espagne) et de Salazar (Portugal), publie *Diagnostics* en 1940. Il prend la défense des hiérarchies traditionnelles et des valeurs de la terre, contre la décadence moderne, urbaine, individualiste et faussement démocratique. Il est présenté comme le « philosophe officiel » de la Révolution nationale. Vichy invite les religieux, tels le père Doncoeur, le père Sertillanges, le père Desbuquois en raison de leur influence auprès des jeunes. Officiellement interdits en zone nord par l'ordonnance du 28 août 1940, les mouvements de jeunesse sont tolérés par l'occupant nazi. En revanche, les mouvements d'Action Catholique sont autorisés et subventionnés en zone sud. Le mouvement scout correspond aussi bien à la pastorale de l'Eglise qu'aux objectifs de l'Etat français. Fondée en septembre 1940, la Fédération du scoutisme français compte plus de 100.000 membres. Les Chantiers de jeunesse, qui regroupent les jeunes gens en âge d'accomplir le service militaire, sont confiés au général Joseph de La Porte du Theil (1884-1976) et au père Paul Doncoeur (1880-1961), l'aumônier général. Les Compagnons de France sont un mouvement issu de la Route, branche aînée du scoutisme, qui se met au service de la Révolution nationale.

Il existe des factions qui s'affrontent au sein du secrétariat général à la Jeunesse. Une jeunesse « plurielle » ou une jeunesse « unique » conçue sur le modèle des Jeunesses fascistes et des Jeunesses hitlériennes ? Sur ce point, les évêques réagissent en prenant position contre la Jeunesse unique. A partir de ce moment, les catholiques vont perdre du terrain. Dès que le Sud est occupé à l'automne 1942 par les nazis, le compromis entre Vichy et l'Eglise n'existe plus. Après l'instauration du Service du travail obligatoire en février 1943, Chantiers de jeunesse et Compagnons deviennent une des sources de recrutement des maquis de la Résistance.

► Notre évêque nous parle

- Résistance

Le terme de « Résistance » recouvre plusieurs contenus. On a pu dire après la guerre que défendre les institutions catholiques contre l'occupant nazi était un geste de résistance. Quelques évêques l'ont fait. Certains ont participé à des actes de résistance en protégeant des Juifs, en fabriquant des faux papiers pour les Juifs clandestins, en prévenant des Juifs d'une rafle, tout en restant à l'intérieur de l'administration vichyste ou en s'abstenant de rompre avec le régime. Certains sont passés à la Résistance tout en continuant d'adhérer à une partie du programme de la Révolution nationale, comme l'aversion pour la démocratie parlementaire. La Résistance ne s'est pas définie comme catholique. Le général de Gaulle, catholique, a lancé son appel sans se réclamer de sa foi.

- Résistance catholique

L'histoire de la Résistance catholique est liée à celle de l'opinion française à l'égard du régime de Vichy. Dès le début, des catholiques rompent avec Vichy. Edmond Michelet (1899-1970, ancien dirigeant de l'Action Catholique des Jeunes de France, ACJF) ; l'amiral d'Argenlieu (1889-1964), en religion père Louis de la Trinité, rejoint la France libre à Londres ; Honoré d'Estienne d'Orves (1901-1941), ancien militant de l'Action Française, gagne Londres à l'été 1940.

Au fur et à mesure que l'adhésion au maréchal Pétain diminue, des catholiques entrent en résistance. Les faits marquants sont : l'entrevue avec Hitler en octobre 1940 ; le retour de Laval au pouvoir en avril 1942 ; les rafles des Juifs à l'été 1942 ; l'occupation de la zone sud en septembre 1942 ; l'institution du Service du travail obligatoire en février 1943 ; les combats après le débarquement en Normandie en juin 1944.

- Trois groupes se dégagent parmi les résistants catholiques

Les **démocrates chrétiens** ont appris à connaître l'idéologie nazie à la lecture de *L'Aube*, de *Politique* et de *Sept*. Beaucoup entrent en résistance. Le Parti démocrate populaire, qui comprend des anciens militants de l'Action Catholique, qui connaît le combat de Pie XI contre le nazisme et l'antisémitisme, sait que la connivence avec Vichy conduit au compromis avec Hitler. Parmi eux on compte François de Menthon (1900-1984), Pierre-Henri Teitgen (1908-1997) et Georges Bidault (1899-1983).

► Notre évêque nous parle

En 1941, trois dirigeants de l'Action Catholique des Jeunes de France fondent **les Cahiers de notre jeunesse**, une revue qui doit composer avec la censure : Jean-Marie Domenach (1922-1997), Gilbert Dru (1920-1944) et André Mandouze (1916-2006).

Quand est venu le Service du Travail Obligatoire, des évêques ont marqué leur désaccord : Dubourg (Besançon), Théas (Montauban), Pinson (Saint-Flour). Le cardinal Liénart (Lille) déclare que s'y dérober n'est pas un péché. **Les cardinaux (Baudrillart est mort en 1942) publient une lettre le 9 mai 1943 : le Service du travail obligatoire n'est pas une obligation de conscience.** Cela n'empêche pas des évêques de préconiser l'obéissance au Service du travail obligatoire : Suhard (Paris), Auvity (Mende), Serrand (Saint-Brieuc), Piguët (Clermont), Girbeau (Nîmes), Lamy (Sens), Feltin (Bordeaux). Résultat : 3200 séminaristes vont en Allemagne dans le cadre du Service du Travail Obligatoire.

- Face à l'antisémitisme

Après l'affaire Dreyfus et la condamnation de l'Action Française, l'antisémitisme recule. Certes Mgr Ernest Jouin (1844-1932), curé de la paroisse Saint-Augustin à Paris, publie en 1920 la première traduction française des *Protocoles des Sages de Sion* et diffuse auprès de 2.000 abonnés le mythe du complot judéo-maçonnique, reconverti en complot judéo-bolchévique. Mais l'influence du milieu Maritain – ce dernier ayant épousé une juive devenue catholique – combat l'antisémitisme. La collection « Roseau d'or » publie, en 1931, *Quand Israël aime Dieu*, une introduction au hassidisme dont l'auteur, Jean de Menasce (1902-1973), est un Juif converti au catholicisme, qui deviendra une figure majeure de l'iranologie à l'École pratique des hautes études à Paris. En 1937, Maritain réunit une dizaine d'auteurs dans l'ouvrage *Les Juifs*, qui s'oppose à l'antisémitisme.

N'empêche, la tradition antijuive continue d'imprégner la culture catholique et s'exprime dans les courants d'extrême droite des années 1930. Des catholiques antisémites sont aux côtés de Vichy : Xavier Vallat (1891-1972), Philippe Henriot (1889-1944), Paul Touvier (1915-1996).

L'antijudaïsme joue un rôle dans le **silence public des évêques** face aux deux statuts des Juifs, en octobre 1940 et en juin 1941. Les premières rafles de Juifs en zone occupée ont lieu au printemps 1941. En 1942, Berlin décide d'appliquer la « solution finale » à l'Europe occidentale. Le premier convoi part de Drancy pour Auschwitz le 24 mars 1942. La rafle du *Vel d'Hiv* intervient le 16 juillet 1942.

► Notre évêque nous parle

Ces rafles créent les premiers désaccords réels parmi les évêques.

Beaucoup interviennent dans la discrétion. Ils prennent des mesures pour accueillir et cacher des Juifs dans leur diocèse. Ils maintiennent le silence public face aux rafles. Ceci rejoint l'attitude de Pie XII. Quelques évêques sortent du silence. Mgr Jules Saliège (1870-1956), archevêque de Toulouse depuis 1928, longtemps favorable à Pétain, adresse aux curés, le 20 août 1942, une lettre à lire aux fidèles : *Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain. Ils sont nos frères comme tant d'autres. Un chrétien ne peut l'oublier.* D'autres évêques suivent : Théas à Montauban, Delay à Marseille, Gerlier à Lyon, Moussaron à Albi. Cependant la majorité des évêques se tait, y compris quand les Juifs sont obligés de porter l'étoile jaune sur leurs vêtements en 1942.

- Résistance spirituelle

Des intellectuels catholiques s'engagent au sein du Comité national des écrivains, fondé à l'automne 1941 à l'initiative de la résistance communiste. C'est le cas de François Mauriac qui mobilise ses réseaux pour faire passer en Espagne un universitaire allemand réfugié en France, Dietrich von Hildebrand. Mauriac publie *Le cahier noir*, sous le pseudonyme de Forez, en 1943. Le dominicain Jean Maydiou (1900-1955) s'engage dans l'aventure des Editions du Cerf, gagne la Résistance dès l'été 1940 avec Edmond Michelet. Arrêté le 19 mars 1944 avec le dominicain Dominique Dubarle (1907-1987), il est détenu à Annecy jusqu'à la Libération. Stanislas Fumet (1896-1983), proche de Maritain, dirige en 1938-1939 l'hebdomadaire *Temps présent*, qui a succédé à *Sept*. Fumet crée en décembre 1940, à Lyon, *Temps nouveau*, qui sera interdit par Vichy en août 1941. Il contribue aux *Cahiers du Rhône* dirigés par Albert Béguin (1901-1957). Paul Vignaux s'oppose à Pétain dès l'été 1940. Il déconseille à Mounier (1905-1950) de faire reparaître *Esprit*. En juin 1941, il s'exile à New York où il poursuit la lutte contre le nazisme à partir de l'Ecole libre des hautes études qui accueille une partie des intellectuels français. Réfugié aux Etats-Unis, Maritain mobilise contre Vichy ses réseaux thomistes et publie *A travers la défaite* (1941) et *Christianisme et démocrate* (1943). Georges Bernanos (1888-1948), installé au Brésil, rallie de Gaulle dès 1940 et envoie à Radio-Londres des chroniques dans lesquelles il combat Vichy avec le style des *Grands cimetières sous la lune*.

► Notre évêque nous parle

Fondés à Lyon en novembre 1941, les *Cahiers du Témoignage chrétien* clandestins sont le cœur de la résistance spirituelle au nazisme. Les fondateurs sont des jésuites qui montrent comment le christianisme a une dette historique à l'égard du judaïsme et comment la culture allemande a été détournée de son sens par le nazisme. Pierre Chaillot (1900-1972), Henri de Lubac (1896-1991), Gaston Fessard (1897-1978) publient dans les *Cahiers*. Chaillot se lie d'amitié avec le pasteur protestant Roland de Pury (1907-1979). Ils fondent l'Amitié chrétienne (1942), patronnée par le cardinal Gerlier et le pasteur Marc Boegner (1881-1970). Les *Cahiers de Témoignage chrétien* tirent entre 10.000 et 60.000 exemplaires dans la zone sud et entre 20.000 et 30.000 en zone nord. Paru en avril 1942, le cahier *Antisémites* est le premier ouvrage qui diffuse une information précise sur le sort des Juifs déportés dans les camps nazis. Grâce à ces publications, le dialogue judéo-chrétien pourra prendre son envol après la guerre avec Jules Isaac (1877-1964), Edmond Fleg (1874-1963), Jacques Madaule (1898-1993), Jean Daniélou (1905-1974) lors de la réunion internationale pour le dialogue judéo-chrétien de Seelisberg en 1947.

- Esprit et Uriage

Dans les années 1930, Emmanuel Mounier oppose à la « primauté du spirituel » de Jacques Maritain une « spiritualisation du politique » dont *Esprit* dessine le programme. Lorsqu'il fait reparaître *Esprit* en novembre 1940, il l'inscrit clairement dans la perspective de la Révolution nationale, sur laquelle il pense pouvoir peser dans un sens chrétien et personnaliste. Il dénonce les mauvais maîtres, Gide, Valéry, Proust qui ont contribué à la décomposition de l'âme française. En mars 1941, Hubert Beuve-Méry (1902-1989) publie une exégèse de la Révolution nationale.

Par après, Mounier ouvre *Esprit* à d'autres penseurs : Jean Daniélou, Roger Secrétain (1902-1982). En août 1941, la revue est interdite et Mounier arrêté.

L'École nationale des cadres d'Uriage relève d'une histoire analogue. Fondée en 1940 par un officier formé à l'école de Lyautey, Pierre Dunoyer de Segonzac (1906-1968), installée au château d'Uriage près de Grenoble, elle est une institution officielle de Vichy. Dunoyer rêve de peser sur la Révolution nationale dans un sens chrétien, personnaliste et communautaire. Il s'agit de former les élites du nouveau régime. 3.000 jeunes gens y suivent une formation dispensée par une équipe dirigée par Beuve-Méry. Y enseignent Mounier, Henri de Lubac, Augustin-Jean Maydiou, Jean Lacroix (1900-1986).

► Notre évêque nous parle

Face à l'évolution de Vichy, Dunoyer entre en résistance, avec son Ecole, qui devient clandestine. Après la Libération, pas mal d'enseignants vont réinvestir dans des projets dans un cadre démocratique. Beuve-Méry fondera le quotidien *Le Monde*.

- La Libération (1944)

La plupart des évêques sont opposés à la Résistance, même si quelques-uns acceptent que des prêtres prennent le maquis. Beaucoup d'évêques encouragent les aumôniers et les séminaristes à partir en Allemagne au Service du travail obligatoire. Pour les évêques, la Résistance est un faux patriotisme. Le 28 juin 1944, la Résistance exécute Philippe Henriot, chantre de la collaboration et de la politique antisémite. Des obsèques nationales ont lieu à Notre-Dame de Paris en présence du cardinal Suhard. Un peu partout des messes sont célébrées à sa mémoire : Lyon, Marseille, Bordeaux. Rastouil (Limoges) et Saliège (Toulouse) refusent d'y être présents.

Lorsque de Gaulle entre en France en juin 1944, les évêques témoignent d'un accueil plus que réservé, complètement différent de l'enthousiasme manifesté envers le maréchal Pétain en 1940. Des résistants catholiques établissent le 26 juillet 1944 une liste qui exige le remplacement de 24 évêques et archevêques sur 87, dont les trois cardinaux. Le 25 août 1944, alors que se célèbre le *Te Deum* à Notre-Dame de Paris en présence du général de Gaulle, le cardinal Suhard est retenu chez lui.

Le nonce apostolique Valerio Valeri est remplacé par Angelo Roncalli, qui négocie avec le nouveau gouvernement français, aidé par André Latreille (1901-1984) directeur des Cultes à la Libération. Maritain devient ambassadeur de France près le Saint-Siège. Georges Bidault impose que Saliège soit nommé cardinal. Finalement un archevêque, deux évêques et un auxiliaire quittent leur poste : du Bois de La Villerabel (Aix-en-Provence), Dutoit (Arras) Auvity (Mende), Beaussart (auxiliaire à Paris, qui paie pour Suhard). Il faut y ajouter des vicaires apostoliques en dehors de la Métropole.

Comme les évêques étaient opposés à la Résistance, le ressentiment sera durable et réciproque. Emile Guerry (1891-1969), archevêque coadjuteur de Cambrai, publie en 1947 une brochure *L'Eglise catholique en France sous l'occupation*, qui est une apologie assez éloignée de la vérité historique. Maurice Feltin (1883-1975), archevêque de Bordeaux qui a plaidé pour la collaboration, succède à Suhard à Paris en 1949. Encore en 1951, il manifeste son admiration pour Pétain à Notre-Dame de Paris. Deux ans plus tard, il est créé cardinal. Bref, la génération des évêques de l'Occupation reste en place jusqu'au concile Vatican II.

► Notre évêque nous parle

- La naissance du Mouvement Républicain Populaire (MRP)

L'engagement dans la Résistance achève la réintégration des catholiques dans la République. Le parti issu de la Résistance, le MRP, regroupe Gilbert Dru, André Colin (1910-1978), Maurice-René Simonnet (1919-1988) et Georges Bidault, qui a succédé à Jean Moulin (1899-1943) à la tête du Conseil national de la Résistance. Les fondateurs refusent un parti confessionnel : c'est un parti républicain. La gauche, qui doute de la sincérité du MRP, impose que le principe de laïcité soit inscrit en 1946 dans la Constitution de la IV^{ème} République. On arrive ainsi à la relance de la querelle de l'école dans les années 1950.

L'ambition du MRP est de réunir tous ceux qui se situent entre Vichy et le Parti Communiste Français (PCF). Le programme est plutôt de gauche, critique du capitalisme favorable à une révolution communautaire, à la démocratie économique, aux nationalisations et à la transformation des relations au sein de l'entreprise.

La guerre froide va ruiner ses espérances. C'est en 1957 que la fondation du Rassemblement du Peuple Français (RPF) par les gaullistes va retirer une partie de ses électeurs.

- Le renouveau de l'utopie missionnaire

Depuis les années 1930, les évêques sont sensibles au déclin de la pratique religieuse en France et aux difficultés des prêtres envoyés en milieu déchristianisé. En 1931, le cardinal Jean Verdier (1864-1940), archevêque de Paris depuis 1929, fonde l'œuvre des Chantiers du Cardinal pour financer la construction d'églises en banlieue ouvrière. En 1932, il préface l'ouvrage de Paul Doncoeur *La Crise du sacerdoce*. A Lyon, l'abbé Laurent Remillieux (1882-1949) invente une forme originale de paroisse communautaire. En 1938 l'ACA se demande s'il ne faut pas réorienter la formation des prêtres vers la mission intérieure. En 1941 est fondée la Mission de France, avec l'ouverture, en 1942, d'un séminaire spécifique à Lisieux. En 1943, les abbés Henri Godin et Yvan Daniel publient *La France, pays de mission ?* Le cardinal Suhard ouvre, en 1943, la Mission de Paris, une communauté de prêtres qui se destine exclusivement à l'apostolat dans les quartiers ouvriers de la capitale et de sa banlieue. Des initiatives missionnaires voient le jour : les Frères missionnaires des campagnes (1943), la Mission de la mer (1946), en passant par le Centre de pastorale liturgique (1943). En 1946, le père dominicain Jacques Loew (1908-1999) publie *En mission prolétarienne*, comme témoignage de son expérience comme docker sur le port de Marseille. L'aventure des prêtres-ouvriers commence.

► Notre évêque nous parle

Si des évêques appuient le renouveau missionnaire, il est aussi le fait des 4.000 prêtres français et de nombreux séminaristes revenus de déportation en Allemagne et des nombreux prêtres et séminaristes engagés dans la Résistance. Ces « missionnaires » qui ont vu le « peuple réel » dans les camps et dans le maquis ne sont pas prêts d'oublier les orientations néfastes du régime de Vichy et la collaboration de certains évêques avec ce régime.

Denis PELLETIER, *Les catholiques en France de 1789 à nos jours*, Editions Albin Michel, 2019, pages 182-212.

+ Guy,
Evêque de Tournai